

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Juin 2020

La Tunisie vit depuis le début de l'année une crise économique sans précédent, particulièrement exacerbée par la pandémie du Covid-19 et la chute qui en est résulté, partout dans le monde, de la production, des revenus, de la consommation et de l'investissement.

D'ores et déjà, les données disponibles à fin juin 2020 révèlent une baisse de la production globale tunisienne, une forte contraction du commerce extérieur, un effondrement des recettes touristiques, concomitamment à de fortes tensions au niveau des finances publiques.

Les seuls bémols qui méritent, à ce niveau, d'être signalés, au prix il est vrai de la contraction des revenus et de la demande, concernent le succès significatif enregistré dans la lutte contre le Covid-19, le niveau des réserves de change qui se maintient à fin juin à un niveau relativement confortable, représentant 130 jours d'importations ainsi que le redressement relatif du dinar par rapport aux principales devises étrangères.

Ceci dit, rien ne laisse présager, à ce stade, un redressement significatif du paysage socio économique pour le reste de l'année. Il faudra plutôt s'attendre à de nouvelles aggravations à la lumière, d'une part, de la sévère récession que connaît l'économie mondiale, la plus grave depuis 1929, d'autre part, des derniers développements de la situation politique de la Tunisie avec notamment la démission le 15 juillet du Gouvernement et l'exacerbation des incertitudes, des tiraillements politiques et des tensions sociales qui l'ont précédé et succédé, à un moment où l'économie tunisienne sort considérablement affaiblie par la grave crise sanitaire qu'elle a dû affronter et dont les effets sont encore loin d'être totalement enrayés.

Les développements qui suivent explicitent ces différentes appréciations au niveau des principaux paramètres socioéconomiques.

1. La récession annoncée s'avère beaucoup plus sévère qu'initialement prévue sous l'effet des retombées directes et indirectes de la pandémie du Covid-19

Les données relatives au PIB du premier trimestre 2020 telles que publiées par l'INS révèlent, en effet, une contraction du PIB de 1.7% contre une augmentation de 1.2% durant la même période de l'année précédente. Le fléchissement de l'activité a touché tous les secteurs en dehors de celui de l'agriculture et de la pêche et de l'agro-alimentaire qui ont connu une forte reprise (+10.5%) en relation avec la récolte record d'huile d'olives.

Ainsi, la contraction du PIB hors agriculture et industrie agro-alimentaire ressort à 3% bien que la période de confinement se soit limitée au cours de cette période à une semaine environ contre un taux de +1.8% durant la même période de l'année 2019, comme le révèle le tableau suivant.

Glissement annuel (%)	1^{er} trimestre 2018	1^{er} trimestre 2019	1^{er} trimestre 2020
Agriculture et agro-alimentaire	15.0	-3.1	10.5
Indus. manufact. non alimentaire	-1.0	1.7	-5.4
Industries non manufacturières	-5.1	-1.0	-4.5
Services marchands	3.3	2.8	-3.4
Services non marchands	0.1	0.8	0.3
Produit Intérieur Brut	2.7	1.2	-1.7
PIB hors agricult. et agro-aliment.	0.7	1.8	-3.0

A priori, la récession serait plus accentuée durant le second trimestre de 2020 sur la base de tous les indicateurs disponibles.

Ainsi, les importations des intrants, en tant qu'indicateur de l'activité économique, enregistrent une chute de 42% durant le second trimestre (contre une baisse de 13% durant le premier trimestre) : ce qui correspond, compte tenu de l'appréciation relative du dinar, à une chute de près de 38 % en dinars constants par rapport à l'euro (contre -7% durant le premier trimestre).

De leur côté, les exportations de biens et services, importante composante de la demande extérieure, accusent également une chute importante, durant le second trimestre 2020, de près de 33% pour les flux de biens en dinars constants (contre - 7.5% durant le premier trimestre) et de 86% pour les recettes touristiques imputable principalement à l'effondrement de la demande extérieure comme cela sera développé dans le paragraphe consacré plus loin aux échanges extérieurs.

S'agissant du reste de l'année, rien ne laisse prévoir, aujourd'hui, à un possible redressement significatif de la situation.

Sur le plan intérieur, l'économie tunisienne demeure considérablement affectée par de sérieux problèmes de trésorerie, par l'atonie de la demande intérieure et surtout par l'attentisme considérablement amplifié par la nouvelle dimension de la crise politique suite à la récente démission du gouvernement rendant hypothétique la mise en œuvre avec la célérité requise des mesures de sauvetage annoncées durant les derniers jours.

Sur le plan extérieur, le spectre du Covid-19 continue à avoir de graves répercussions sur les plans sanitaire et économique. Les dernières prévisions du FMI, élaborées en début de juillet, réévaluent à la hausse la récession attendue aussi bien pour les pays avancés que pour les économies émergentes et en développement. C'est le cas en particulier de la zone euro vers laquelle sont exportés plus de 72% des produits tunisiens.

Croissance en %	Monde	Zone euro	France	Italie	Allemagne
Prévision avril	-1.9	-2.7	-5.3	-3.7	-0.8
Prévision juillet	-4.9	-8.0	-12.5	-12.8	-7.8

De telles expectatives se répercutent de plein fouet sur l'économie tunisienne. Les nouvelles prévisions attendues pour l'année 2020 tablent sur une contraction de 6.5%, pour l'ensemble du PIB et de près de 7.5% pour le PIB hors agriculture et pêche. Pratiquent tous les secteurs enregistrent des replis sans précédents

Trois secteurs en seraient à l'origine compte tenu de leurs poids et de leurs effets d'entraînement ; ce sont les industries du textile et de l'habillement, des industries mécaniques et électriques et le tourisme qui ont comme dénominateur commun leur dépendance vis-à-vis de la demande extérieure.

Une baisse du PIB plus accentuée n'est pas, par ailleurs, exclue, à la lumière, de la persistance de nombreux foyers de coronavirus en Europe et ailleurs ainsi que des dernières révisions à la baisse de la croissance dans le monde.

2. Le marché de l'emploi, éprouvé par le ralentissement de l'activité depuis 2011, serait confronté à de graves déséquilibres, sources de tensions et d'instabilités

Les données relatives au marché de l'emploi, disponibles à ce stade pour le premier trimestre de l'année 2020 révèlent un taux de chômage se stabilisant, malgré l'important sureffectif du secteur public, aux alentours de 15% , dépassant de loin¹ la moyenne mondiale (5.4%) ainsi que celle de la zone euro (7.5%).

1 ^{er} trimestre	2018	2019	2020
Chômage	634 600	630 200	634 800
Taux de chômage	15.4%	15.3%	15.1%

Cette situation est appelée, cependant, à la lumière de l'aggravation de la récession durant le second trimestre et le reste de l'année à subir de profonds changements sous le double effet :

- 1 De l'augmentation de la demande additionnelle résultant du retour d'une partie des travailleurs tunisiens à l'étranger dont il est attendu la rupture de leur contrat de travail ou de son non renouvellement compte tenu des perspectives de récession dans la plupart des pays d'accueil et/ou des conditions sanitaires qui y prévalent.
- 1 De la forte réduction de l'offre d'emplois en relation avec les problèmes de trésorerie auxquels se trouvent confrontées de nombreuses entreprises tunisiennes, d'une part, de la baisse de la demande aussi bien intérieure qu'extérieure. Des centaines d'entreprises sont d'ores et déjà acculées à recourir au chômage partiel dans l'espoir qu'une reprise prochaine de la demande leur permette de retrouver leur rythme de croisière.

Les récentes prévisions publiées dans le rapport conjoint entre le Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale (MDICI) et le PNUD tablent, sur la base d'une contraction du PIB (- 4.4%) plus faible qu'actuellement projetée, sur une forte aggravation du chômage avec un taux par rapport à la population active passant de 15.2% à 21.6% dépassant de près de 3 points de pourcentage le niveau de 2011 (18.6%), ce qui ferait basculer près de 475 000 personnes dans la pauvreté, et partant porterait le taux de pauvreté à 19.2% contre 15.2% initialement prévu².

Comme, cela a été souligné dans le dernier bulletin de conjoncture, les mesures annoncées par les autorités publiques en matière de prise en charge du coût du chômage partiel des petites et

¹ Source banque mondiale

² Source rapport conjoint MDICI et PNUD de juillet 2020

moyennes entreprises et d'octroi de facilités de financement sont, dans l'ensemble, dans la bonne direction ; encore faudrait-il qu'elles soient mises en œuvre avec la célérité requise pour atténuer, tant soit peu, les menaces pesant sur le potentiel de production et d'emploi du pays. Cela ne sera pas cependant suffisant. Il faudra, éventuellement, les appuyer fortement par :

- ▮ Le développement du microcrédit en tant qu'important axe d'intervention pour aider à la création de sources de revenus pour les milliers de femmes et d'hommes qui risquent de perdre leur emploi.
- ▮ Le renforcement des programmes de formation complémentaire afin d'améliorer les compétences des jeunes et les préparer à s'insérer sur le marché du travail, en Tunisie et ailleurs, dès que la relance économique se précise.

3. La tendance à la baisse de l'investissement risque de s'accroître dans cette période d'attente

La baisse des importations de biens d'équipement observée au cours du premier trimestre (- 14% du dinar constant par rapport à l'euro) s'accroît durant le second trimestre avec une baisse en dinars constants de 42% permettant de s'attendre à une forte contraction de la formation brute de capital fixe. Les baisses, touchant de nombreux secteurs, se sont fortement accentuées entre le premier trimestre et le second trimestre de l'année en cours. C'est le cas notamment :

- ▮ Des générateurs, des pompes, des transformateurs et des turbines dont la baisse passe de -33% durant le 1^{er} trimestre à -57% durant les 6 premiers mois.
- ▮ Des camions et des tracteurs avec une baisse passant de -17% durant le 1^{er} trimestre à -38% pour les 6 premiers mois de 2020.
- ▮ Des appareils de télécom, d'informatique et de manutention : de -14% à -18%

Par ailleurs, une baisse des IDE, de l'ordre de 15% en dinars constants par rapport à l'euro, est relevée durant les 5 premiers mois de l'année malgré la légère reprise des investissements dans le forage et l'exploration des hydrocarbures.

Concernant le reste de l'année, les données, quoique très partielles, laissent présager une forte contraction de l'investissement à la lumière :

- ▮ De la révision à la baisse des programmes d'investissement des entreprises sous l'effet de la diminution de la demande finale intérieure et extérieure. Selon une enquête menée par la chambre mixte tuniso-allemande auprès des entreprises allemandes installées en Tunisie 20% des enquêtés s'attendent à devoir annuler leurs investissements.
- ▮ De la chute des IDE dans le monde se situant dans une fourchette de -30% à -40% selon les dernières prévisions de la CNUCED³
- ▮ D'une nouvelle baisse quoique limitée à 5% des intentions d'investissement dans l'industrie, les services et l'agriculture durant les 5 premiers mois de 2020 par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

³ Communication du PNUD du 26 mars 2020

Ces appréciations sont largement partagées par le rapport conjoint MDICI-PNUD consacré à l'impact économique de Covid-19 en Tunisie dans la mesure où il s'attend à une baisse de l'investissement en volume de 8% en 2020 contre une augmentation initialement prévue de 5.8%.

4. Les pressions inflationnistes quoiqu'amorçant une légère détente en juin demeurent encore vives suscitant le maintien de la vigilance.

Après les perturbations qu'a connu le marché sous l'effet des restrictions des déplacements et de la ruée sur les produits de consommation de première nécessité dans le cadre de la constitution de stocks de sécurité par les familles, l'approvisionnement du marché s'améliore sensiblement entraînant, dans son sillage, l'amorce d'une tendance légèrement baissière de l'inflation des prix à la consommation familiale.

Le glissement des prix sur 12 mois, après la légère poussée de mars 2020, retrouve ainsi le niveau de février soit 5.8%.

Indice des prix	Décembre 2019	Février 2020	Mars 2020	Juin 2020
Variation mensuelle	0.3	0.0	0.8	-0.1
Glissement sur 12 mois	6.1	5.8	6.2	5.8

L'excellente récolte d'olives à huile et la baisse pour le troisième mois consécutif des prix des carburants sur le marché intérieur sont à l'origine de cette détente.

Glissement sur 12 mois (%)	Pondération	Juin 2018/ 17	Juin 2019/18	Juin 2020/19
Alimentation	26.2	8.6	6.0	4.3
Habillement et chaussures	7.4	7.0	8.7	7.2
Habitat	19.0	4.5	5.2	5.2
Transports	12.7	9.7	9.2	1.6
Autres	34.7	8.5	7.0	8.5
Indice général des prix	100.0	7.8	6.8	5.8

Il n'en demeure pas moins que malgré la légère détente des prix, l'inflation demeure en Tunisie élevée, dépassant celle relevée dans les différents pays partenaires. A titre d'éclairage, l'inflation dans la zone euro devrait se ramener, selon la Banque Centrale Européenne, de 1.9% en 2019 à 1.2% en 2020 sous l'effet notamment de la baisse des prix des carburants ainsi que du fléchissement de la demande.

5. La tendance à la contraction des échanges commerciaux s'accroît, sous l'effet de la crise économique

La contraction du commerce extérieur s'amplifie fortement durant le second trimestre 2020, sous l'effet du ralentissement de l'activité économique en Tunisie et dans le monde. Elle demeure cependant plus accentuée au niveau des importations aussi bien durant le premier trimestre qu'au cours du second trimestre comme le révèle le tableau suivant.

Evolution 2020/1019	1 ^{er} trimestre	2 ^{eme} trimestre	1 ^{er} semestre
Exportations	-11.2%	-30.6%	-20.6%
Importations	-11.4%	-36.1%	-24.1%

Il en ressort une amélioration significative du taux de couverture des importations par les exportations et une baisse du tiers du déficit commercial au prix, faut-il le rappeler, d'une grave récession et d'une forte poussée du chômage et de la pauvreté.

En MDT	6 mois 2017	6 mois 2018	6 mois 2019	6 mois 2020
Déficit commercial en MDT	7 540	8 172	9 780	6 603
Déficit commercial en M€	2 961	2 737	2 925	2 098

En approfondissant l'analyse des différentes composantes des échanges commerciaux, quatre enseignements significatifs, ayant a priori des impacts sur le reste de l'année, méritent d'être dégagés. Ils sont récapitulés comme suit :

(1) La baisse des cours du pétrole sur le marché mondial se répercute positivement sur la balance commerciale en dépit de la forte augmentation du volume des importations, dictée par le souci d'exploiter au maximum les opportunités d'achat à des prix très favorables.

Premier semestre	2018	2019	2020
Prix moyen du baril en dollars ⁴	70.6	66.0	39.9
déficit énergétique par rapport au déficit global	31.6%	38.4%	30.4%

(2)- La balance commerciale des produits alimentaires enregistre un faible déficit (-137MDT) durant les 6 mois de 2020, correspondant au cinquième de celui enregistré une année auparavant (- 679MDT) grâce essentiellement à l'excellente saison d'huile d'olives. Des exportations portant sur 240 000 tonnes ont pu être réalisées, ce qui a permis, malgré l'effondrement des cours sur les marchés extérieurs, d'enregistrer 1 358 millions de dinars en augmentation de près de 680 millions de dinars par rapport à la même période de 2019.

Exportations d'huiles pour les 6 premiers mois	2018	2019	2020
En 1000 tonnes	142.0	88.0	240.4
Prix moyen de la tonne en DT	952	883	565
Prix moyen de la tonne en euros	320	265	180
Recettes d'exportations en millions de DT	1 352	777	1 358

Une tendance à la baisse, en quantité et en valeur, est par ailleurs enregistrée au niveau des dattes, deuxième poste des exportations alimentaires (respectivement - 5.6% et -9.3%).

(3)- L'excédent de la balance commerciale dans le cadre du régime off-shore se contracte fortement de plus de 1 750 millions de dinars, (soit -29%) en raison de l'effondrement des exportations du secteur des textiles et de l'habillement et de celui des industries mécaniques et électriques en particulier durant le second trimestre en relation avec les mesures de confinement mises en œuvre en Tunisie et dans le monde.

Evolution par rapport à 2019	1 ^{er} trimestre 2020	2 ^e trimestre 2020	1 ^{er} semestre 2020
Textiles et habillement	- 18.9%	- 37.3%	- 27.7%
Produits mécaniques et électriques	- 12.9%	- 43.5%	- 28.3%

⁴ Source : comité national routier

(4)- Le commerce extérieur par pays continue à présenter les mêmes caractéristiques par rapport à celles présentées dans le dernier bulletin de conjoncture. L'excédent de la balance commerciale de la Tunisie avec l'Union Européenne monte à près de **1200 MDT** contre 500 MDT durant le 1^{er} trimestre ; ce qui conforte, encore une fois, le choix fait en matière de coopération intégrée avec cet espace qui demeure, et de loin, le premier fournisseur et client de notre pays (respectivement 47% et 72%).

En revanche, les balances commerciales avec la Chine et la Turquie demeurent fortement déséquilibrées, à l'origine de plus de 55.4% du déficit commercial global de la Tunisie et de près de 80% du déficit hors énergie ; ce qui requiert un profond réexamen des relations avec ces deux pays afin d'asseoir avec eux des relations bilatérales sur des bases viables, mutuellement profitables.

Année 2020	UE	Dont France	Chine	Turquie
Solde commercial en MDT	+1 207	+ 1 598	-2 635	- 1020
Couverture des importations	110%	152%	2.2%	23.1%

Concernant les perspectives pour le reste de l'année, les travaux prospectifs disponibles à ce stade laissent présager un léger fléchissement de la tendance baissière des deux termes de la balance commerciale du fait de la levée des mesures de confinement. La dernière évaluation du FMI table, d'ailleurs, sur une baisse des exportations pour l'ensemble de l'année 2020 de 14.2% aux prix constants. Toutefois le recul prévu pour les importations serait encore beaucoup plus important, de l'ordre 21.6% par rapport à 2019 selon le FMI; ce qui entrainerait une forte contraction du déficit de la balance commerciale de plus de 4 milliards de dinars.

6. La balance des paiements, malgré la détente enregistrée durant les 5 premiers mois demeure confrontée à de nombreuses incertitudes pour les mois à venir

La contraction de la balance commerciale impacte positivement la balance courante des paiements. Le tourisme, par contre, enregistre un effondrement durant le deuxième trimestre en raison de l'arrêt des liaisons aériennes et de la fermeture de la plupart des unités hôtelières durant le deuxième trimestre entraînant un renversement brutal de la tendance des recettes en devises comme le montre le tableau suivant.

Recettes du tourisme en MDT	1 ^{er} trimestre	2eme trimestre	1 ^{er} semestre
2019	887.6	1 159.8	2 047.4
2020	930.7	154.7	1 085.4
Evolution	+4.9%	-86.7%	- 47.0%

Les transferts des revenus des tunisiens à l'étranger enregistrent de leur côté une baisse de 6% durant le second trimestre 2020 entraînant une quasi-stabilisation des transferts au terme des six premiers mois.

De la sorte, la situation de la balance des paiements demeure, globalement, moins tendue que prévue initialement. C'est ce qui ressort du compte extérieur au terme des 5 premiers mois de 2020 publié récemment par la BCT. Car grâce à une contraction des importations de biens et de services

plus forte que celle des exportations, l'ensemble des opérations courantes accuse un déficit en retrait de plus d'un milliard de dinars par rapport aux 5 premiers mois de 2019.

Une telle détente pourra-t-elle se maintenir au terme de l'année en cours ? Le rapport conjoint MIDCI-PNUD s'attend à une réduction du déficit de la balance des biens et services de 1.5 milliard de dinars par rapport aux prévisions initiales. La vigilance demeure cependant requise compte tenu des importantes fragilités qui demeurent sur les plans du tourisme et des industries électriques, secteurs qui risquent d'être affectés, davantage, par l'effondrement de la demande extérieure.

7. Le budget de l'Etat, fortement sollicité par les nouvelles urgences, est soumis à de très fortes pressions

Les importantes décisions prises pour faire face à la propagation du Coronavirus auraient d'importantes retombées sur l'équilibre du budget de l'Etat durant l'année 2020. Il en est de même des perspectives de récession et de fléchissement des importations.

D'ores et déjà les dernières statistiques relatives à l'équilibre du budget de l'Etat à fin avril 2020 publiées par le ministère des Finances font ressortir une baisse des recettes fiscales de 10% par rapport à la période correspondante de 2019, une forte augmentation des dépenses de fonctionnement, soit à un taux double de celui enregistré durant les 4 mois de l'année précédente, une forte baisse des dépenses allouées au développement (-51%) et un déficit budgétaire correspondant pratiquement au double de celui relevé une année auparavant.

Evolution par rapport à l'année précédente	Fin avril 2019	Fin avril 2020	LF 2020
Recettes fiscales	+ 18.7%	-10.0%	+11.2%
Dépenses de fonctionnement	+10.2%	+20.0%	+7.0%
Dépenses de développement	+2.8%	-50.0%	+16.7%
Déficit budgétaire MDT	1 446	2 720	3 782

Cet état des lieux préfigure un profil du budget de l'Etat sous-tendant d'importantes tensions pour l'ensemble de l'année 2020, avec notamment d'importantes moins-values fiscales, évaluées par le ministère des Finances⁵ à près de 5 milliards de dinars compte tenu notamment de la chute prévisible des recettes de la TVA et des droits de douane et de la baisse des dividendes des entreprises pétrolières liée au contexte mondial de l'énergie, ainsi que d'importantes dépenses additionnelles, évaluées à 2.1 milliards de dinars pour contrer la propagation du coronavirus.

De la sorte, le déficit budgétaire selon les dernières estimations du ministère des Finances serait aux alentours de 7% du PIB contre un taux de 3% fixé dans le cadre de la loi des finances de 2020, et ce malgré les retombées positives de la baisse des prix du pétrole sur le marché mondial et les efforts qui seraient déployés en matière de compression et de redéploiement des dépenses, alors que l'encours de la dette publique pourrait dépasser 80% du PIB contre 75% prévus initialement.

Une loi des finances rectificative est annoncée par le Gouvernement dont les grandes lignes seraient, par référence à la dernière conférence de presse gouvernementale :

⁵ Déclaration du ministre des Finances lors de la conférence de presse gouvernementale mercredi 15 juillet 2020

- ▮ Un soutien financier en faveur de 1.2 million de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.
- ▮ Le maintien de la pression fiscale.
- ▮ Le maintien de l'endettement extérieur de l'Etat dans la limite de 61% du PIB.
- ▮ La mise en œuvre d'une batterie de mesures financières rapportant 1.1 milliard de dinars aux caisses de l'Etat.
- ▮ L'amélioration du climat d'investissement, l'intégration de l'économie parallèle et la lutte contre l'évasion fiscale.

Bien que ce schéma paraisse relativement cohérent et rejoigne pratiquement la démarche suivie par la plupart des pays dans le monde, la situation particulière que vit la Tunisie, après l'annonce de la démission du gouvernement, laisse planer de nombreuses incertitudes et de multiples fragilités tant au niveau de la mobilisation des ressources propres et d'emprunts qu'au niveau de la maîtrise des dépenses.

8. L'équilibre monétaire et financier, bien que demeurant sous contrôle, risque d'être soumis à de fortes pressions au cours des prochains mois

Les indicateurs monétaires au terme des six premiers mois de 2020 révèlent que la situation monétaire demeure dans l'ensemble, sous contrôle. Il y a, certes, une forte expansion de l'encours des billets et monnaies en circulation en dépit des nombreuses mesures mises en œuvre en faveur du decashing. Cela s'accompagne toutefois par une baisse du refinancement de la BCT, une faible progression de l'encours des bons du trésor ainsi que d'une importante reconstitution des réserves de change. Celles-ci augmentent de près de 50% malgré la relative appréciation du dinar par rapport aux devises étrangères

Encours (MDT)	Liquidités	Refinancement	Bons du trésor	Devises	Change €/DT
30/6/2018	11 920	14 913	12 877	11 017	3.138
30/6/2019	12 867	14 887	13 046	13 575	3.257
30/6/2020	15 492	9 619	13 863	20 439	3 215

D'importants changements sont, cependant, attendus pour le reste de l'année comme cela a été annoncé dans le dernier bulletin de conjoncture à la lumière des mesures prises par les autorités monétaires et financières pour aider les entreprises à faire face au ralentissement attendu de leur activité économique, avec notamment :

- ▮ L'injection aux banques de la liquidité nécessaire pour faire face aux défis de cette période
- ▮ Le report des tombées des crédits en principal et en intérêts échues entre mars et septembre
- ▮ L'assouplissement des normes prudentielles pour renforcer la capacité du secteur bancaire à soutenir les entreprises.

D'autres mesures sont annoncées récemment dont la mise en œuvre avec la célérité requise pourrait avoir des retombées positives sur les différents paramètres monétaires et financiers de l'année 2020. Elles concernent notamment (i) l'incitation des entreprises opérant dans le cadre du marché parallèle à s'insérer dans le secteur organisé, (ii) la promotion des paiements en ligne ainsi que (iii) la réduction du plafond des paiements en espèces en le ramenant de 5000 à 3000 dinars.

Conclusion

En définitive, la situation socioéconomique de la Tunisie est réellement préoccupante. Aux nombreux problèmes, insuffisances et distorsions hérités de la gestion des dernières années, s'ajoutent les importantes tensions et pressions provoquées par la quasi- paralysie de l'activité économique de la Tunisie et dans le monde durant une bonne partie du premier semestre de l'année en relation avec les mesures de confinement prises pour faire face à la propagation du Covid-19.

Et, à peine sorti de la crise sanitaire, le pays se trouve, de nouveau, plongé dans une grave crise politique risquant d'hypothéquer la mobilisation de tous les moyens pour préserver le tissu économique du pays et pour préparer les conditions de la relance de la croissance et des créations d'emplois à l'instar de la démarche suivie par la communauté internationale.

Certes, malgré la gravité de la situation, l'économie tunisienne continue à disposer de nombreux atouts pour briser le cercle vicieux dans lequel elle se trouve embourbée et retrouver un nouveau souffle, porteur d'espoir en matière de redressement sur des bases inclusives et durables. En témoignent le succès obtenu pour faire face à la première vague de la pandémie de Covid-19 et la célérité avec laquelle de nombreuses mesures ont été prises pour faire face aux premières urgences socioéconomiques.

Il n'en demeure pas moins que le facteur temps risque de pénaliser la Tunisie et de compromettre ses chances d'avoir un redressement à coût social et politique raisonnable. Alors, pourquoi ne pas organiser durant les prochains jours, une conférence économique nationale impliquant notamment le Gouvernement et les organisations nationales, à l'effet de dégager un consensus sur un programme de « sauvetage économique » à mettre en œuvre dans les plus brefs délais, sans attendre la formation du nouveau gouvernement ? De nombreux appels dans ce sens ont été, à maintes reprises, lancés par de nombreuses personnalités relevant du monde politique et de la société civile.

Le diagnostic de la situation est d'ores et déjà disponible. Les actions prioritaires pour préserver le tissu économique sont dans une large mesure connues. Une initiative au plus haut niveau pour la tenue d'assises économiques, permettant de dissocier les urgences socio- économiques par rapport aux urgences politiques, pourrait être un facteur de remobilisation dont le pays aurait réellement besoin dans cette étape critique qu'il est en train de vivre.

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement : 20 juillet 2020

Mots clés : conjoncture économique de la Tunisie à fin juin 2020 ; Bulletin de conjoncture T2 2020 Tunisie ; conjoncture Forum Ibn Khaldoun pour le développement